



PROGRESSIVE ALLIANCE **ALLIANCE PROGRESSISTE**

ALIANZA PROGRESISTA

www.progressive-alliance.info

Un temps nouveau pour le socialisme

Antonio Bonfatti, Président, Parti Socialiste (PS), Argentine

Je tiens à vous offrir dans ces quelques pages, ce que nous entendons par socialisme. Vous faire connaître les valeurs qui nous guident et surtout, la manière dans laquelle elles peuvent être utilisées dans un monde nouveau. Assurément, ceux qui sont parvenus à la gauche démocratique dans les années soixante, nous agissons dans une réalité qui n'est pas la même. Mais les valeurs qui nous guident dans l'action sont exactement les mêmes.

Pas un jour ne passe sans assister à une injustice. Pas un jour ne passe sans appréhender que quelque chose ne marche pas. Il n'y a même pas un instant dans lequel nous cessons de penser sur le sort des milliards de personnes qui vivent une situation humiliante. Voilà ce qui nous pousse et nous interpelle, nous les socialistes.

Nous nous demandons pourquoi nous faisons ce que nous faisons. Pourquoi sommes-nous présents dans chaque quartier, dans chaque ville et nous convoquons les personnes à travailler pour la communauté ? Nous le faisons parce que nous croyons fermement que les sociétés peuvent changer et nous sommes convaincus que nous ne devons pas vivre dans l'injustice et l'inégalité. Tous les êtres humains ont le droit à vivre dans la dignité.

Le Parti Socialiste a 120 ans d'histoire. Son acquis enregistre de nombreuses luttes et des batailles qui ont abouti à des transformations réelles dans la vie des citoyens. Bon nombre des droits acquis par la société argentine ont été envisagés, avant quiconque, par des socialistes. Des hommes et des femmes qui se sont organisés pour postuler ce qui est évident : que les travailleurs, les femmes et les jeunes puissent avoir des droits pour vivre une vie plus équitable. C'est ce que tant d'autres ont également fait dans le monde. Le socialisme est un mouvement international qui cherche la paix, la démocratie et l'égalité. Un mouvement qui se veut solidaire



avec ceux qui ont en le moins, avec ceux qui en ont le plus besoin parce qu'il reconnaît que l'inégalité et la pauvreté ne sont pas naturelles, mais bien des constructions sociales qui ne peuvent être imputées à la responsabilité individuelle, pas plus qu'à la main invisible du marché.

Le monde change et le socialisme doit changer avec lui. Sinon, il prendra racine ou s'achèvera en tournant le dos à ceux qui ont vu le jour pour les représenter. Il doit envisager un avenir nouveau qui prend en considération les changements dans les modalités de production, dans les relations sociales, dans les liens et les nouvelles formes de communication entre les êtres humains. Si cela n'est pas le cas, il y a de fortes chances d'être relégué comme alternative politique et cela suppose jeter l'éponge devant ceux qui, au lieu de chercher la justice et l'égalité dans le cadre de la mondialisation, seuls essayent de maintenir le statu quo et élargir le pouvoir de ceux qui sont déjà particulièrement puissants. Ou pire encore : céder devant ceux qui souhaitent ramener l'humanité aux heures sombres de l'existence. C'est pourquoi, aujourd'hui plus que jamais, il faut se renouveler pour générer un nouveau socialisme.

Un socialisme pour le monde contemporain

Au cours des dernières décennies, nous avons vécu d'énormes changements dans le monde. Depuis la chute de l'Union Soviétique, le capitalisme n'a cessé de conquérir des marchés et de structurer de nouveaux modes de production. Ce qui a été convenu d'appeler la mondialisation de l'économie, que certaines forces sociales et politiques du monde entier ont fêtée dans le passé, s'est finalement enserré dans des critères de droite. Le néolibéralisme, telle une nouvelle version du capitalisme ultérieur à l'État-providence, a emporté finalement la bataille.

Les socialistes, devant le résultat inévitable de la mondialisation, travaillent pour inverser les effets les plus négatifs : la concentration de la richesse dans très peu de mains. Nous avons alors lancé une lutte résolue contre l'inégalité et la pauvreté, et nous avons essayé de contribuer à un processus qui aboutit à l'égalité et la solidarité. Là où



le socialisme est arrivé au pouvoir, le processus de mondialisation a assumé un visage plus humain. Et, cependant, force est de constater aujourd'hui que la démocratie sociale, comme système d'idées et comme projet politique, a perdu de l'essor. Nous avons échoué quelque part.

Nous, qui appartenons à la gauche démocratique, nous avons un exercice sain pour surmonter notre état actuel : l'autocritique. Réfléchir sur ces erreurs que nous avons commises dans la recherche d'objectifs, sans doute, quantifiables. Cet exercice critique nous permet, en fin de compte, l'établissement d'une vision future, à développer de nouvelles idées et à assumer les défis de l'avenir.

Depuis qu'au milieu des années 70 a commencé la crise de l'État-providence, les socialistes nous nous sommes enfermés à la défendre à tout prix. Et ensuite lorsque sont arrivés, avec la chute du mur de Berlin, les temps du néolibéralisme, nous avons essayé de contenir la crise sociale : nous avons défendu avec acharnement le droit à la santé, à l'éducation et au travail. Nous avons défendu les conquêtes, auxquelles nous avons dédié tant d'années, pour atteindre une meilleure qualité de la vie pour les travailleurs, hommes et femmes du monde. Mais nous n'avons pas été capables de transférer cette lutte au domaine de la culture. Nous n'avons pas été capables de faire une critique profonde de la société de consommation et d'élargir sérieusement les frontières de la participation démocratique. Nous n'avons pas été capables d'offrir une digue politique et culturelle aux citoyens portant de nouvelles demandes, avec une plus forte nécessité d'élargir ses droits. Finalement, nous avons assumé un paradigme culturel qui n'était pas le nôtre. Aujourd'hui nous avons le défi d'inverser cette tendance.

Lorsque nous nous référons à la sphère de la culture, nous devons être claires : Nous exprimons, avant tout, une critique de la culture politique colonisée par les arguments néolibéraux. La gauche n'a pas été capable d'invertir la tendance essentielle de ce système : celle qui place *avoir* face à *être*.

Un grand nombre de messages de la société de consommation associe l'idée d'être humain avec la possession de biens. Il est évident



que la gauche lutte et combat pour un accès égalitaire aux biens et services, mais non pas pour son accumulation, pas plus que pour son gaspillage. La culture d'utiliser puis jeter, de la nouveauté permanente, des frais avant même de la conservation, a fortement influé nos sociétés contemporaines. En ce sens, nous devons défendre à nouveau, nous les socialistes, une nouvelle manière de vivre. Si nous sommes là pour quelque chose, c'est pour proposer une alternative et pour la rendre possible parmi nous. Vivre simplement, entrer en relation les uns avec les autres, nous former, être capable de cohabiter avec une idée de l'espace et le temps qui fait appel à la fraternité des relations humaines et non pas à la simple rapidité du monde de la consommation, est une tâche essentielle pour tous ceux qui promeuvent, comme nous, les idées de la gauche démocratique.

Modifier une culture sociale et politique installée suppose assumer que le socialisme, plus qu'un objectif final, est une tâche quotidienne, une manière d'être et agir, et que l'ensemble des valeurs que nous proposons constitue notre forme de vie : développer de nouveaux modèles de conduite, nouer différemment des liens entre nous, adopter des formes de consommation durables, dégager du temps et des efforts pour les autres (aux êtres chers et à ceux qui en ont besoin). Mettre au centre de notre vie et de notre culture l'espace public sur l'espace privé, les liens sur celui des intérêts, les idées sur celui de l'opportunisme, le respect de la nature et l'environnement sur celui de sa destruction.

Certains se demandent si le socialisme sera capable de donner une réponse à une situation mondiale comme celle-ci.

Dans divers pays, nous qui appartenons à des organisations politiques de la gauche démocratique, nous percevons que le monde change à une vitesse vertigineuse, tandis que les relations sociales s'affaiblissent, les liens se diluent et les liaisons sociales s'évanouissent dans une culture individualiste. Et tous souhaitent savoir si nous pouvons faire quelque chose.

Nous savons que l'avenir n'a rien d'immuable et que tout dépend de ce que nous allons faire. Au 130^e anniversaire du décès de Ferdinand Lasalle, fondateur du Parti Démocrate Sociale allemand, Zygmunt



Bauman a déclaré que “le malheur de la démocratie sociale actuelle c’est qu’il n’existe pas de vision alternative, d’utopie”.

Le socialisme doit construire précisément l’alternative en partant d’une interprétation du présent et avec l’utopie comme horizon pour donner un sens à nos vies et parvenir à un bonheur différent à celui que propose le marché.

Dans la phrase de Bauman, nous sommes confrontés avec fermeté et clarté à la puissante transformation globale des sociétés et il nous rappelle les dangers que nous encourons si nous utilisons à nouveau les recettes du passé. Face à une société liquide, nous ne pouvons pas envisager à nouveau l’argument solide de l’État-providence.

L’État-providence, avec les dépenses publiques associées et sa politique axée sur la garantie du travail et les droits sociaux, est lamentablement une expérience qui appartient au passé. Envisager aujourd’hui la possibilité de le reconstruire tel quel n’est pas viable. Il correspondait à une phase spécifique du capitalisme et, dès que celle-ci a été menacée, elle a commencé à faiblir. Certes, la démocratie sociale a produit des avancées profondes dans une période limitée et dans un espace circonscrit, essentiellement en Europe. Elle a créé des États puissants avec des modèles axés sur une augmentation des dépenses publiques qui établissaient un équilibre entre le capital et le travail et qui ont renforcé les organisations syndicales et le mouvement ouvrier. Ses politiques ont atteint un niveau de développement et d’égalité inédit dans l’histoire de l’humanité.

Cela a été fait, en outre, dans un contexte politique conflictuel : régnait alors le temps de la guerre froide et le monde était amené à choisir entre deux systèmes ayant des contradictions évidentes. L’un qui sacrifiait la liberté au nom de la liberté qui, par ailleurs, était entendue comme étant uniforme. L’autre qui garantissait la liberté et l’État de droit, mais qui ne remplissait pas ses attentes égalitaires et de bien-être pour lesquelles était né le socialisme. Le modèle démocratique sociale qui s’est développé sans doute au sein du capitalisme, était une alternative intermédiaire qui a réussi à palier – avec toutes les contradictions que possèdent les processus hybrides



et qui ne se présentent pas comme une solution finale aux conflits des êtres humains – les contradictions aussi bien du capitalisme le plus sauvage, que celui des régimes qui sont appelés “socialisme réel”. Il s’est appuyé sur la liberté et le pluralisme politique, il a considéré indispensable l’existence des partis politiques et des associations libres, et il a renforcé à son tour l’idée que pour l’existence d’une démocratie sincère il fallait augmenter les marges de l’égalité sociale.

Comme nous le disions auparavant, le socialisme ne peut offrir uniquement un nouveau modèle économique pour rendre possibles des améliorations dans les conditions de vie des citoyens, pour rendre moins injuste le capitalisme. Aujourd’hui, peut-être comme jamais au cours de l’histoire, il doit proposer une nouvelle manière de structurer la société, un nouveau paradigme qui modifie les liens, qui renforce le respect, la participation et la solidarité. Si le socialisme est appelé à promouvoir quelque chose, c’est sans doute une vie meilleure à la communauté. Pour cela, il a besoin de renforcer non seulement une nouvelle relation entre l’État et le marché, qui considère uniquement la société en termes économiques, mais aussi une définition culturelle puissante qui permet la participation des citoyens, qui renforce le coopérativisme, les associations, et la réalisation de l’individu dans des tâches qui contribue à forger une société meilleure.

En synthèse, nous devons, nous, les socialistes, commencer à esquisser un nouveau paradigme. Il y a quelques années, divers théoriciens ont commencé à s’exprimer autour de l’idée d’une “Société du Bien-être”. Au lieu de penser simplement en termes d’État – dans des sociétés dans lesquelles le pouvoir des mêmes personnes a diminué précisément en raison du processus de la mondialisation – nous devrions avoir l’audace de renforcer l’idée de la participation et l’association, en soulageant ainsi le paternalisme social qui a bureaucratisé la politique sociale. Cela nous permettrait de générer des transformations avec les organisations et les mouvements sociaux, avec les associations de la société civile, avec



les différentes communautés. Ne pas le faire ne peut que contribuer à générer un nouvel échec.

Les sociétés, heurtées par le processus de la mondialisation, exigent exactement cela : être écoutées et soutenues. Dans le monde entier, et à la suite d'une crise économique qui est fondamentalement une crise culturelle et de modèle de société, des milliers de personnes se manifestent avec indignation contre les inégalités. Beaucoup parlent d'une révolte contre l'"establishment politique", contre les "vieilles représentations" et contre "le système". Cependant, ce dont il est question véritablement, ce sont les citoyens qui exigent une attention et des réponses à leurs demandes.

Sans doute, la mondialisation économique, étreinte dans le cadre du néolibéralisme, a produit des asymétries qui semblent insurmontables et a exclu des relations sociales à des millions d'êtres humains qui sentent, aujourd'hui, avoir droit à se rebeller. Elle a aussi expulsé des identités politiques et a condamné à l'oubli des secteurs considérables de la population qui avaient été reconnus par l'État-providence. Dès que les nouvelles technologies ont commencé à expulser du marché du travail ceux qui représentaient traditionnellement la gauche, le socialisme démocratique n'a plus disposé d'armes puissantes pour incorporer ces secteurs de l'économie. Il a manqué d'audace, comme affirme le théoricien espagnol Ignacio Urquizu. Aujourd'hui nous sommes appelés à la récupérer si nous voulons faire face à l'antipolitique qui dérive, rapidement, en autoritarismes et en populismes.

Le mot clé de cette période est l'"incertitude". C'est de là que naissent l'indignation et la crainte. C'est de là que naissent aussi les options politiques qui essaient de répandre chez les citoyens un sentiment d'être orphelins. Nous ne savons pas où nous nous dirigeons ni qui contrôle le gouvernail du monde. Nous ressentons uniquement que jour après jour, les États perdent du poids. Cependant, ce ne sont pas les citoyens qui gagnent du pouvoir : ce sont les marchés. La dérégulation et la flexibilisation nous jettent à la rue, éliminent nos droits et menacent de nous dérober la vie. L'incertitude devient le quotidien de notre temps. Les gens ont peur



de perdre leur travail ou peur à ne jamais en trouver. Peur à vivre dans de pires conditions et peur à ce que le progrès technologique menace notre existence.

Le développement de positions antipolitiques – et dans certains cas anti establishment – nous oblige à réviser notre rôle dans les systèmes politiques du monde contemporain. Sans doute, les formes politiques du monde occidental sont sclérosées. Dans de nombreux cas, des secteurs des Partis et des fonctionnaires sont retranchés dans les institutions. Les citoyens se sentent hors de celles-ci et ils perçoivent qu’elles ont été “colonisées” par une bureaucratie qui ne favorise pas la participation.

Dans cette rébellion antiélitiste est cachée la rage de ceux qui s’indignent face à une mondialisation qui ne les a pas intégrés. Mais sont également présents le danger latent du nationalisme, des particularismes, la haine contre ceux qui sont différents, le rejet des étrangers. La démocratie toute entière est en danger.

Les socialistes ont l’obligation de récupérer notre identité pour éviter ces phénomènes. Nous devons donner des réponses à une mondialisation de l’exclusion, en générant des opportunités pour les plus démunis et en élargissant la démocratie. Nous devons intégrer dans celle-ci tous ceux qui en ont le plus besoin, tous ceux qui ne se sentent pas représentés. Finalement, nous avons l’obligation d’assumer les demandes des citoyens. Ce n’est qu’ainsi que nous pourrons générer un système politique qui ne soit pas perçu ni interprété comme distant ou éloigné. Ce n’est qu’ainsi que nous pourrons réduire le cadre de l’action de ceux qui tirent profit, depuis des positions autoritaires des sentiments légitimes de désaffection et de rage des citoyens.

Les Trump, les Le Pen et les néofascistes qui surgissent dans toute l’Europe gagnent face au sentiment d’impuissance de millions de travailleurs.

Mais les hommes et femmes honnêtes exigent une réponse juste et non pas démagogique. Les chants de la droite – et aussi de certaines gauches – ne sont pas la solution aux problèmes d’une majorité d’hommes et de femmes, exclus de la mondialisation. La réponse



correcte est l'élargissement des droits et des libertés, réviser nos processus politiques et mettre en oeuvre les propositions qui permettent de construire, aux côtés de la société et non pas uniquement depuis l'État, la voie vers des sociétés plus fraternelles et inclusives.

Ce qui se passe aujourd'hui dans le monde n'est pas nouveau. C'est la contradiction inhérente entre un capitalisme qui vise l'isolement et l'inégalité, et la démocratie qui suppose l'égalité et la communauté.

De même que dans d'autres régions historiques que nous croyions bannies, la démocratie et les droits humains sont menacés par les forces du pouvoir.

Heureusement, les citoyens qui s'indignent ne cherchent pas toujours des réponses dans l'extrême droite. Ils le font également dans la gauche. Là se trouvent les milliers d'Américains qui ont misé en faveur d'un candidat socialiste tel que Bernie Sanders, ou les Britanniques qui ont porté à Jeremy Corbyn comme leadership de l'historique Parti Travailleuse. Puis ensuite vous trouvez les Allemands qui ont comme candidat pour la fonction de chancelier à Martin Schulz et les amis français qui misent pour le socialisme urbain de Benoît Hamon. Les gouvernements socialistes du Portugal, Uruguay et du Chili. Dans bien d'autres sociétés, les démocrates sociaux se renouvèlent lentement, mais en préservant la nécessité d'offrir des réponses aux citoyens qui, en partie, se sont sentis abandonnés.

Le socialisme est un mouvement vaste et divers. Il renferme différentes perspectives. À chaque moment, il analyse et étudie quel type de politiques il est nécessaire de générer. Contrairement à d'autres gauches, il n'est pas dogmatique. C'est là sa véritable richesse. Tous les socialistes pensent de la même façon et nous n'offrons pas les mêmes solutions. Mais, au-delà de tout litige, nous partageons un arsenal de valeurs projetées à l'avenir. Les maintenir toujours à l'esprit nous assure la croissance du socialisme et améliore le destin du monde.



Le socialisme, le changement technologique et l'avenir des relations de travail.

Nous devons comprendre, cependant, que les réponses d'aujourd'hui sont plus complexes que celles du passé. La pensée socialiste s'est construite dans une réalité différente, avec un capitalisme de production relativement stable, qui élargissait ses frontières sur la base d'une industrie puissante et en pleine croissance. En ce sens, il a été capable de le gouverner et de le démocratiser, surtout à partir de la crise des années 30. Nous étions face à un capitalisme qui pouvait, dans certaines régions de la planète, prétendre le plein emploi à partir de l'extraordinaire industrialisation et des usines.

Après la crise des années soixante-dix et surtout à partir du développement des nouvelles technologies de production, de l'information et de la communication, le capitalisme n'a plus offert la certitude qu'il prodiguait. Nous avons alors vécu une période de destruction de l'emploi en même temps que les progrès de production et informatiques.

Déjà au début des années 30, Maynard Keynes a utilisé l'expression "chômage technologique". Avec celle-ci il cherchait à exprimer les changements sociaux qui se produisaient à l'époque : il craignait qu'un jour la technologie remplace la force du travail humain et que les conséquences soient exactement celles que nous vivons à présent : le chômage structurel dans différentes régions du monde.

Il est vrai que les nouveaux processus technologiques ont modifié les relations de production et ils ont changé la physionomie des sociétés. Certains ont pronostiqué "la fin du travail", d'autres ont évoqué des "sociétés sans emploi" et d'autres encore qui ont loué l'automatisation de la production sans se soucier des conséquences sociales que celle-ci allaient provoquer.

L'automatisation de la production génère les conséquences décrites précédemment. Mais elle produit aussi une opportunité : celle de partager le travail et celle de diminuer le nombre d'heures d'emploi. Par ailleurs, elle permet de concevoir une société de producteurs libres et associés, comme les socialistes le faisaient il y a deux siècles. Ces progrès semblaient, au début, loin du socialisme. Mais une fois



analysées, elles peuvent nous rapprocher à une société plus équitable.

Dans ce contexte, il est nécessaire comprendre la situation des travailleurs : leurs emplois sont à court terme et avec un engagement avec l'entreprise assez faible. Selon Sennett : dans le néolibéralisme le temps est concentré et les institutions brisées. Le travail remplace progressivement les carrières et il n'est plus assuré pour toute la vie comme dans l'État-providence. Cela a des effets très clairs sur l'appréciation subjective du travailleur et son action collective. À son tour, nous ne pouvons pas ignorer l'un des points critiques de la situation du travail : le pourcentage très élevé d'emploi non déclaré.

Le caractère informel du travail provoque des conséquences très graves pour les travailleurs et leurs familles et aussi pour nos sociétés. Les travailleurs informels se trouvent sans la protection de la sécurité sociale, sans perspectives de progrès et sans salaire digne, plongés dans la pauvreté. Par ailleurs, les jeunes sont ceux qui sont confrontés aux obstacles les plus durs : difficultés d'accès au premier emploi et s'ils réussissent à passer cet accès, il est majoritairement informel et précaire.

Sans doute, des travailleurs plus qualifiés seront nécessaires et de nouvelles tâches seront incorporées dans les processus de production. Ces tâches représentent déjà de nouveaux emplois, mais limités à des branches spécifiques de l'activité technologique. Le moment est peut-être venu d'avancer des propositions audacieuses : si tous ne peuvent pas avoir du travail dans ces conditions, pourquoi ne pas envisager de nouvelles manières de le distribuer ? Est aussi un revenu minimum universel qui garantit des droits pour tous dès leur naissance ?

Le discours néolibéral aboutit toujours au même résultat : à accepter la culture de la précarité, à assumer qu'il y a des êtres "inutiles pour le monde", à affirmer que les êtres humains ne peuvent être médecins qu'en fonction de leur utilité issue d'un calcul froid de l'économie, que la productivité de l'économie ne peut augmenter que si les droits acquis par les travailleurs sont fortement limités. Mais que se passerait-il si nous contestons ces critères et nous avançons



l'opportunité d'utiliser les bénéfices du processus de changement social à niveau global en faveur des grandes majorités sociales ? Que se passerait-il si à une tendance irréversible nous lui imprimons un caractère rénovateur et progressiste ?

Que se passerait-il dans un monde d'opportunités pour tous ?

Nous les socialistes, nous devons être prêts pour ce monde nouveau.

Celle qui est appelée "économie en collaboration" et qui comprend des services de transport et de logement, qui aujourd'hui a été colonisé par un capitalisme déréglementé et prédateur, peut être perçue depuis la gauche comme une opportunité si elle est démocratisée moyennant des services pour les citoyens. Dans un monde dans lequel chacun pourra produire certains biens et offrir des services, ce dont il a besoin c'est une direction préétablie. Et seul le socialisme démocratique peut l'offrir.

Les mutations des télécommunications, de la production et de l'utilisation des nouvelles technologies appliquées aux processus de production, rendent nécessaire l'existence d'une voix puissante et ferme capable de donner à ce nouveau cadre global, un contenu humain. Les socialistes ne peuvent pas – parce que nous lutterions contre notre propre nature – nous opposer au progrès. Nous ne sommes pas là pour nier les forces des processus historiques, mais bien pour en faire une opportunité. Où le capitalisme ne voit que voracité économique sans se soucier que des millions d'hommes et de femmes dans le monde entier perdent leur travail et leurs modes de vie, les socialistes sont là pour voir les possibilités que ce processus peut offrir dans la modification de la vie : nous sommes là pour proposer la réduction de la journée de travail, partager le travail, favoriser une société dans laquelle tout le monde peut être producteur de son propre destin.

Socialisme et démocratie

Le socialisme ne peut que générer des politiques dans un cadre de démocratie. Incroyablement, de nos jours, après dix-sept ans du XXI^e siècle, il est à nouveau nécessaire de réitérer la vocation



démocratique de la gauche. Dans un monde qui cherche des solutions à la crise depuis des positions opportunistes autoritaires ou démagogiques, qui dérivent toujours en violence, nous devons revendiquer que notre cadre d'action est l'État de droit.

Une vieille consigne de Jean Jaurès disait : *La démocratie est le minimum du socialisme, le socialisme est le maximum de démocratie.*

C'est une vieille idée qui a été utile pour combattre les dictatures et les processus autoritaires dressés au nom des idéaux de la gauche. Lorsque la plupart soutenaient des aventures violentes dans différents pays, les socialistes démocratiques se sont opposés en évoquant que notre idée de société était incompatible avec la violence politique. En définitive, si l'on souhaite construire une société plus équitable avec des opportunités, cela ne peut être obtenu qu'au moyen de la fraternité et le respect des différentes identités politiques et sociales, depuis la pluralité des opinions et la diversité sous toutes ses formes.

Pour les socialistes, la démocratie n'est cependant pas un simple cadre politique dans lequel nous développons notre action. La démocratie est bien plus que cela : c'est une valeur indispensable qui nous permet de nous retrouver dans les différences. Nous, les socialistes, contrairement aux autres courants de la gauche, nous ne croyons pas simplement que la démocratie est l'un des nombreux outils disponibles pour atteindre nos valeurs. Pour nous, la démocratie est par elle-même une valeur. C'est n'est pas uniquement un mécanisme pour élire des autorités, mais la meilleure manière de vivre en communauté.

Au fond de tous les postulats du socialisme se trouve la démocratie. De fait, les fondateurs du mouvement ont vu en elle le sens ultime du projet. La question était alors de l'étendre à tous les citoyens.

De là l'idée de la démocratie sociale. Lorsque nous cherchons à ce que les travailleurs obtiennent un plus grand nombre de droits, lorsque nous nous situons à côté des perdants du système capitaliste et nous aspirons à améliorer de leur vie, lorsque nous présentons des initiatives politiques locales, régionales, nationales et mondiales pour



modifier la situation des plus démunis, ce que nous faisons c'est précisément élargir la démocratie. Cela s'appelle socialisme.

Le socialisme et l'Amérique latine

La gauche démocratique vit dans le monde, comme mentionné précédemment, des moments de repli. L'Amérique latine, notre région, a vécu lors de la dernière décennie des expériences politiques marquées par de nouveaux clivages de gauche. Même avec toutes ses différences, elles furent englobées dans le critère de donner un nouvel élan progressiste au niveau régional et, malgré ses différences considérables, elles ont donné des réponses à une crise du modèle néolibéral qui, durant les années quatre-vingt-dix, a déchiré les sociétés de nos pays. Cependant, après un cycle vertueux de l'économie avec des prix des matières premières sans précédent, ces expériences sont entrées en crise.

Après des années de gouvernement en Amérique latine, avec des succès en termes sociaux indéniables, un repli s'est produit et un essor des forces d'une "nouvelle droite" qui rappelle, sur divers aspects, que trop bien la vieille. Les progressismes qui avaient réussi, dans ses diverses branches, à resituer l'État comme un acteur central de la politique – en finissant ainsi avec la conception anti étatistes des années néolibérales – et qui étaient parvenus à réduire les marges de la pauvreté et l'inégalité vivent aujourd'hui un déclin évident. Devons-nous nous demander ce qui s'est passé ?

Il existe toujours une option facile et simple. Blâmer la droite de tous les malheurs. Assumer qu'il était impossible de combattre un ennemi aussi puissant. Argumenter que la perte de soutien est imputable, sans plus, aux conspirations des forces obscures. Le fait est qu'une analyse de cette nature est un exercice très pauvre et complaisant. Et la gauche n'est pas née pour être complaisante, mais pour être critique.

Après des années de gestion dans différents pays, et avec des expériences encore réussies comme celles du Chili et Uruguay, beaucoup de pays de la région ont livré un important combat



économique et politique. Comme ceci a été mentionné précédemment, la pauvreté et l'inégalité diminuèrent sensiblement et l'État fut à nouveau un acteur essentiel de l'ordre social. Cependant, qu'est-ce qu'il est advenu de l'indispensable lutte culturelle ? Le progressisme qu'a-t-il fait pour modifier les modèles analytiques des citoyens ? Comment a-t-il travaillé avec chaque homme et femme dans l'apparition d'une nouvelle conception, qui pourrait bannir la culture capitaliste ?

Le progressisme a perdu là, sur son propre terrain. L'idée bien ancrée que la droite développe le processus de croissance économique et que la gauche redistribue une croissance qu'elle n'a pas produite, a permis de rétablir au pouvoir les options libérales et conservatrices dès que la croissance économique a montré une stagnation, pour ne pas dire, un déclin.

Il a échoué, par ailleurs, dans sa capacité pour proposer des réformes fiscales progressives, qui servent de levier dans la justice fiscale : paie davantage celui qui possède davantage. Les processus politiques post-néolibéraux en Amérique latine se sont limités à capter une portion du revenu généré, tel que nous disions, à partir des prix exorbitants des matières premières pour les basculer à la société de manière redistributive. Ils n'ont pas su ou n'ont pas pu modifier le système financier spoliateur. Ils ont eu des difficultés évidentes pour proposer des réformes structurelles politiques et institutionnelles.

La corruption, qui ronge et détruit les liens sociaux, a commencé aussi à s'étendre sans limites dans les pays à faible niveau d'institutionnalisation. Même si chaque gouvernement a adopté des mesures pour la combattre, l'influence du pouvoir économique et, surtout, du financement de la politique ont fini avec les bonnes intentions.

Les différentes expériences de la gauche en Amérique latine nous ont appris qu'il ne peut y avoir de progressisme autoritaire. Les pires expériences ont été, sans aucun doute, celles qui ont effrayé une partie de la population, même si elles ont eu des succès relatifs du point de vue social et économique. Rien ne cause plus de dégâts au progressisme que se livrer à la corruption, à l'autoritarisme et à la



démagogie. Ceci affaiblit les idées, dévalorise les projets et lacère la capacité d'offrir une alternative d'avenir.

Le cas de l'Argentine a été évident. Bien que le socialisme argentin ont accompagné des décisions importantes, par exemple, en matière des droits de l'homme, nous n'avons pu que constater les incohérences et les limites d'un processus pris au piège dans une guerre de rivalités superficielles qui est superflue, injustifiée et fallacieuse.

Le socialisme en Argentine

Le socialisme a connu une histoire riche dans la République Argentine. Bien que souvent oubliée et méprisée, elle a apporté une bonne partie des droits acquis par la société. Peu importe que cela n'ait pas été fait depuis le gouvernement : des milliers de militants engagés sont sortis dans les rues depuis la fin du XIXe siècle pour défendre les droits des hommes et des femmes travailleurs. Des milliers qui se sont manifestés pour les 8 heures de travail, pour le droit au vote des femmes, pour l'élargissement de la démocratie aux classes sociales les plus démunies, pour un système de justice indépendant, contre les monopoles dans l'économie et pour un modèle de solidarité sociale qui n'a jamais été mis en pratique pleinement.

Dans cette vaste histoire, le socialisme a connu, sans doute, des succès et des erreurs. Mais la force des valeurs et les idées ont finalement œuvré pour mettre le socialisme du côté de l'éthique, l'honnêteté et les positions progressistes. Lors des dernières années, avec les expériences de gestion dans la ville de Rosario, dans la province de Santa Fe et tant d'autres espaces institutionnels, les socialistes argentins ont démontré qu'ils ne savaient pas seulement planifier et avancer des idées : mais également les mettre en pratique.

La réalité politique dans laquelle nous avons progressé n'a jamais été facile. Lorsque nous sommes arrivés au gouvernement dans la ville de Rosario, commençait alors la décennie néolibérale. Le courant de



Menem détruisait les liens sociaux et privatisait l'économie nationale. Nous avons été contraints à résister depuis notre ville et nous l'avons fait en maintenant le regard des affaires publiques et en construisant aux côtés des citoyens. Quand nous sommes arrivés au gouvernement de Santa Fe, les temps avaient changé. Le péronisme, à présent dans sa version des Kirchner, exhibait un progressisme qui n'était pas celui promis. Hermes Binner, qui ensuite a amené le Parti Socialiste à l'apogée de notre histoire lors d'une élection nationale, démontra qu'il pouvait gouverner la province de Santa Fe en élargissant un modèle social honnête, responsable et avec la capacité de planifier et de gérer. Le travail de Hermes Binner a été essentiel dans la construction d'une nouvelle période pour le socialisme en Argentine. Avec pluralisme et ouverture, il a démontré que le socialisme pouvait se frayer un chemin et développer une perspective nationale solide et cohérente, en élargissant son horizon et le regard porté vers divers secteurs de la citoyenneté. Sans doute le camarade Hermes Binner a élargi encore davantage l'histoire du socialisme argentin. Il nous a situé comme une force puissante, capable de disputer le pouvoir et de lutter des positions cruciales, en conservant les convictions politiques et idéologiques.

Cependant, les aléas de la politique argentine n'ont pas permis le développement de ce processus au niveau national. Malgré cela, les socialistes n'ont jamais abandonné le combat conséquent pour développer en Argentine une alternative de progrès et d'égalité.

Durant douze ans, l'Argentine a vécu un processus politique singulier qui a provoqué des adhésions et des rejets. Le Kirchnerisme qui est apparu comme un éventuel débouché à la crise de 2012, s'est avéré un processus contradictoire qui, même s'il s'est inscrit dans un renouvellement progressiste régional, a connu très clairement des périodes de gloire et de misère.

Bien qu'avec un style différent, la gestion de Nestor y de Cristina Kirchner a revalorisé la politique et, notamment, le rôle de l'État. Après des décennies de privatisations, de politiques néolibérales et d'abandon de l'État comme régulateur de l'économie et élément articulateur de la société, la gestion des Kirchner a situé à nouveau la



politique comme un facteur essentiel de la société. Une grande partie de la jeunesse s'est sentie à nouveau concernée et invitée à participer et la société a commencé à débattre les affaires publiques. Cependant, la manière dans laquelle le pouvoir de l'État a conçu et a exercé ses prérogatives et le manque de médiation entre les leaders et la société ont provoqué des fissures au sein du débat. La manière dans laquelle les Kirchner ont développé leurs politiques et leur communication, ainsi que leur conception "d'ami-ennemi" à l'égard de l'opposition politique a provoqué des divisions et des tensions croissantes. Une bonne partie de l'opposition a également agi de la sorte et de nombreux pouvoirs factuels ont ventilé les erreurs du Kirchnerisme pour lancer des attaques contre le gouvernement.

Le Parti Socialiste a prétendu, durant toute cette période, consolider sa position. Il a accompagné les politiques judiciaires du gouvernement Kirchneriste et a souligné, particulièrement, leur attitude de respect des droits de l'homme, un domaine dans lequel il est parvenu à ouvrir à nouveau les dossiers judiciaires contre les génocides et les responsables de torture de la dernière dictature militaire. Par ailleurs, le socialisme a accompagné les processus de nationalisation ou de retour à l'État, comme le cas de la compagnie aérienne Aerolíneas Argentinas et YPF (hydrocarbures). Il a soutenu le retour à l'État des AFJP (sociétés d'administration des fonds de retraite et pensions) et le retour au système de partage des retraites étatiques.

Cependant, la gestion des Kirchner contre la structure néolibérale et dépendante de l'économie argentine s'est avérée pauvre pour ne pas dire nettement insuffisante. En ce sens, ils ont perdu une excellente occasion historique de croissance qui aurait permis l'établissement d'un nouveau modèle de développement. Les technologies de la petite et moyenne industrie n'ont pas été améliorées pour les rendre plus compétitives, le schéma fiscal continua à être toujours aussi régressif, et malgré certaines déclarations politiques le pouvoir des spéculateurs financiers n'a pas été limité. Ils ont laissé l'Argentine avec un taux de 29 % de pauvreté. Comme cela a été démontré à travers diverses études et analyses, le Kirchnerisme a agi autour de la stratégie du "versus" : en prétendant s'opposer – au moins de



manière théorique – au néolibéralisme, il a fini par se regarder toujours dans son miroir. Le résultat fut la reproduction d'un grand nombre de ses politiques économiques. En ce sens, il développa une application hétérodoxe de l'orthodoxie économique. Contrairement à d'autres cas régionaux, l'Argentine Kirchneriste n'a pas entrepris sérieusement des progrès pour surmonter les structures néolibérales ni vers une conception innovatrice et solidaire de l'économie. Au contraire, il a reproduit ses formules, en palliant provisoirement certains de ses effets. Bien qu'avec de profondes différences entre eux, voici d'autres cas régionaux économiques et institutionnels majeurs du Kirchneriste : ils ont proposé une nouvelle idée communautaire de la vie, ils ont favorisé des modes alternatives d'organisation sociale et ont octroyé davantage de poids à la société civile dans la prise de décisions économiques, mais la stratégie du versu contribua uniquement à reproduire les vieilles structures. Celle-ci fut, évidemment, l'échec Kirchneriste.

Pour les socialistes, le Kirchnerisme a représenté un projet qui a incorporé en son sein à de nombreux progressistes et qui a attiré des secteurs importants de la société, mais qui a été incapable d'avancer dans une direction véritablement positive. La corruption s'est fortement développée et la division des organisations de la société civile est devenue évidente. Le discours "ami-ennemi" a contribué à diviser les secteurs progressistes, les organisations syndicales, y compris les organisations de droits de l'homme. La cooptation d'organismes jadis indépendants a échauffé encore plus les esprits sociaux des citoyens qui observaient comment leur pouvoir d'achat ne cessait de chuter lors des dernières années de gestion.

Sans doute, nous aurions aimé que les choses se présentent différemment.

Mais le Kirchnerisme a fait son choix : entre progressisme et la diversité d'un péronisme qui contenait des éléments évidents de la droite, il a choisi ce dernier. Cela lui a empêché - de par sa propre nature – de travailler pour l'extension des politiques sociales à la catégorie de droits. Il a développé un modèle de politique sociale qu'il n'a pas doté de durabilité, il a octroyé des assistances



d'envergure, mais il n'a pas entrepris la tâche de doter l'économie d'une structure capable de soutenir ces politiques et il a abusé du pouvoir discrétionnaire.

Le Kirchnerisme a été incapable de remplir les attentes d'un grand nombre de progressistes qui voyaient en lui un débouché possible. Il a rejeté la promotion de politiques tel le 82 % flexible pour les retraités, il a refusé d'éliminer l'impôt sur les bénéfices pour les travailleurs et à tendre la main aux secteurs progressistes qu'il a finalement méprisés. En définitive, il a jeté les bases pour un débouché par la droite qui a fini dans l'actuel gouvernement de Mauricio Macri.

Le Parti Socialiste a affirmé son opposition sur la direction adoptée par le gouvernement de Macri. Il était évident que les citoyens exigeaient un changement, mais nous, les socialistes, nous ne pouvons qu'affirmer que ce n'est pas la direction qu'il faudrait emprunter. Après un peu plus d'une année de gestion, le gouvernement de Macri s'est montré incapable de donner des réponses aux problèmes cruciaux de la plupart des Argentins. Et son prétendu plan, développé par "des techniciens et des experts", brille par son absence. Ce qui apparaît, en contrepartie, c'est le retour aux politiques économiques libérales orthodoxes et des excuses permanentes relatives au "lourd héritage" du passé. Après une année de gestion, il n'existe pas d'excuses valables. Ce qui existe, par contre, c'est l'absence de gestion efficace et une politique destinée à concentrer la richesse en mains de ceux qu'ils l'ont déjà. Cela n'a eu pour effet qu'approfondir les inégalités.

Le gouvernement de Mauricio Macri, qui a assumé le pouvoir en déclarant un changement vigoureux de direction à l'égard de la gestion Kirchneriste, a déjà montré les pires pratiques de la politique argentine. La corruption n'est plus une présomption : c'est une réalité attestée. La situation irrégulière des Papiers de Panama, l'annulation de la dette du quotidien Correo Argentino – dans lequel se trouve impliqué le groupe Socma, appartenant à la famille du président et dont le propre mandataire a fait partie -, et une politique de blanchiment de capitaux erratique qui pardonne les escrocs et les



fraudeurs, révèlent très clairement la nouvelle direction dans laquelle se dirige le pays. L'indécence et la corruption sont bien loin d'être éliminées : elles ne cessent d'approfondir ses liens commerciaux et sa relation avec le monde du secteur privé. Les propositions pour générer une transparence accrue au sein du gouvernement, pour renforcer les affaires publiques et éliminer l'ombre de suspicion de délit qui plane, sont inexistantes.

L'élimination des retenues opérées au secteur des mines, la libéralisation des importations de la politique erratique à l'égard du dollar et des devises ont démontré quelle était l'idée de changement du gouvernement de Mauricio Macri. La pluie d'investissements promise n'est toujours pas arrivée et les attentes du deuxième trimestre ont déjà été propagées jusqu'à des limites invraisemblables.

Les slogans spectaculaires du gouvernement ne peuvent dissimuler la tentative de nommer par décret les juges de la Cour suprême de justice ni son manque de volonté pour résoudre les problèmes des travailleurs, qui voient comment leur pouvoir d'achat ne cesse de diminuer. Ils ne peuvent pas non plus cacher les licenciements sans discernement au sein de l'État, leur manque de soutien à l'égard d'un modèle d'éducation plus inclusive et équitable, et les attaques permanentes à la science et à la technologie. Les petits et moyens producteurs sont aujourd'hui plus harcelés que jamais par des politiques maladroites, il existe une incompréhension évidente des économies régionales, l'ouverture aux importations, la hausse de tarifs, l'absence de prêts avantageux pour des biens de capital. Ce gouvernement a choisi : le retrait d'impôts au champagne et aux voitures haut de gamme importés, mais il soutient des mesures fiscales régressives pour les travailleurs et la classe moyenne.

Nous, les socialistes, nous devons réaffirmer, en ce sens, notre proposition éthique-politique de progrès et d'égalité. Face à un gouvernement qui a provoqué une augmentation de 32,2 % de la pauvreté et a développé des politiques qui ont abouti à une diminution réelle du salaire, il est vital de poser un regard humain et engagé. Face à un gouvernement qui pardonne les fraudeurs, une réponse de combat effectif contre la fraude fiscale et la corruption est



essentielle. Face à un gouvernement insouciant devant la justice, qui agit lentement et où jamais la criminalité en col blanc n'est poursuivie, il est indispensable que le socialisme exprime, avec fermeté, sa position en faveur d'une justice indépendante.

Pour modifier cette situation, il est nécessaire de concentrer des forces diverses. La constitution de Fronts Progressistes, qui englobent non seulement des partis politiques, mais aussi des organisations professionnelles et sociales, et tous les citoyens qui misent en faveur d'un avenir solidaire et pluriel. Nous, les socialistes, nous sommes sur la voie. Et nous allons construire cette alternative depuis la pluralité d'opinions et la diversité.

Nouveaux horizons pour le socialisme

Le socialisme argentin a une opportunité. Face à un gouvernement d'ajustement et de réduction d'opportunités, et avec une société qui demande de respecter ses droits, et tout ce qu'elle a conquis elle-même, le socialisme doit se présenter comme une alternative ; qui ne peut être réalisé sans militantisme. Le socialisme doit être, fondamentalement, militant. Tous ceux qui s'approchent à nous méritent d'être reçus et incorporés. Et avoir un domaine d'action.

Y a-t-il quelqu'un qui croit sincèrement que la transformation est possible sans la participation des syndicats, des associations intermédiaires, des coopératives ? Y a-t-il quelqu'un qui croit que la société peut être transformée sans militantisme universitaire, sans participation des organisations territoriales ou sans activité des mouvements sociaux ? Y a-t-il quelqu'un qui croit que le système peut être modifié sans assumer une articulation du domaine politique qui démocratise les règles de jeux et mise sur la délibération des citoyens ?

Le défi est d'intensifier et développer cette tâche. L'un des pires vices de la politique est la bureaucratisation. La tendance à rester confortablement sur nos positions et ne pas participer à ces domaines réels de transformation. Les socialistes nous sommes



appelés à travailler avec et dans la société pour esquisser et développer le changement.

Pour transformer, il est nécessaire aussi d'être pleinement conscient et connaître ce que l'on souhaite changer et développer. Et être audacieux pour le concrétiser. L'un des grands déficits du mouvement socialiste démocratique a été, lors des dernières années, l'absence d'activité inventive. Malheureusement, durant de nombreuses années, certains socialistes ont abandonné leurs propositions les plus ambitieuses. Ils ont refusé de parler des contradictions du système et ils se sont consacrés, simplement, à le gérer. Nous croyons que la société capitaliste ne se transforme pas par des coups ou des actes violents qui contribuent uniquement à nier la démocratie, mais bien au contraire en démocratisant progressivement les structures sociales. Cependant, nous ne voulons pas nous adapter au marché, pas plus qu'au style de vie qu'il propose. Nous voulons réaliser, en toute sincérité et vigoureusement, des réformes structurelles.

L'idée du réformisme a toujours été complexe. Pour certains, qui désirent des transformations rapides, il exprime une idée de modération politique. Cependant, il n'y a pas de politique plus révolutionnaire que celle qui est réformiste. Le socialisme démocratique assume que la société ne peut être changée rapidement (il est possible de modifier les politiques, mais la base sociale peut demeurer inchangée). La complexité des relations sociales qui existent exige un travail permanent sur les structures de la politique réelle. En ce sens, les avancées progressistes vers une société plus égalitaire représentent déjà le socialisme. La voie vers le but est le but en soi. En d'autres termes : les réformes sont *socialisme*. Sans aucun doute, développer progressivement des politiques de transformation est laborieux. Mais avec cela l'on obtient un bénéfice et un succès extraordinaire : celui de transformer la société sans la déchirer avec des actes violents ou des antagonismes insurmontables.

Ce dont il s'agit, c'est envisager clairement les propositions du socialisme pour cette nouvelle période. Si notre objectif n'est pas d'être uniquement l'opposition, mais être surtout une alternative de



gouvernement, c'est le moment de déployer un puissant arsenal d'idées pour le présent et l'avenir. Le moment est arrivé de présenter avec détermination notre position : un système de santé qui repose sur les soins de santé primaires, un fédéralisme inclusif et responsable, une politique d'éducation axée sur la construction de valeurs qui rénovent les modalités d'accès à la connaissance, une politique de sécurité qui établit des limites au délit tout en travaillant aussi sur ses causes sociales. Le moment est venu que les socialistes construisent au niveau national moyennant un éventail de politiques publiques qui révèle ce que cela représente : une véritable alternative politique.

Son développement dépendra du fait que nous soyons capables d'incorporer les thématiques qu'exige la société. Il n'y aura pas de socialisme sans une approche écologique et une démarche durable, sans l'incorporation de la thématique de l'égalité des sexes, sans une proposition politique des et pour les jeunes, sans l'approche des différences, parmi un grand nombre de sujets. Les dernières années ont démontré que la détérioration de la nature a avancé de manière accélérée. Le changement climatique et la destruction des sols par des productions qui portent atteinte à l'environnement modifient les modèles avec lesquels nous devons guider notre action politique. En ce sens, il ne s'agit plus de partager mieux, mais de garantir la survie de la planète. La durabilité est, aujourd'hui, l'un des défis les plus urgents des forces progressistes. Contrairement aux nombreux Partis de la droite qui refusent toujours de débattre la nécessité des énergies renouvelables, des politiques nécessaires contre le changement climatique, et du respect à l'égard de la planète dans laquelle nous vivons, pour les socialistes cela fait partie de notre raison d'être.

Pendant trop longtemps, nous avons fait appel à des démarches de production. Ce dont il s'agissait c'était d'additionner, de produire plus et mieux pour pouvoir distribuer de manière équitable les richesses générées. L'État a rempli un rôle essentiel en sa qualité d'agent modérateur de la société, en essayant d'éviter les dangers que supposait une "appropriation" purement capitaliste de la richesse. Mais nous n'avons pas été suffisamment vigilants aux nouveaux



conflits que la production massive provoquait dans les propres milieux de la production. Il est bien là, le défi.

Nous ne pouvons absolument pas laisser d'envisager la nécessité de la lutte contre la violence de genre, contre les féminicides et contre la discrimination qu'une société patriarcale continue à exercer sur les femmes. Les disparités économiques et sociales sont injustifiables, et pour les socialistes cela doit être un point majeur de notre agenda. Il ne s'agit pas d'"un thème de plus", mais bien d'une vision de la société et du monde. Il ne s'agit pas de traiter une thématique, mais d'incorporer les valeurs qui proviennent d'une conception humaniste de la vie et du respect à l'égard des femmes et leur regard sur le monde.

Si nous souhaitons que ce processus avance, si nous souhaitons transformer la société dans une nouvelle direction, nous devons plonger nos racines dans la jeunesse. Il ne suffit pas de donner aux jeunes une voix, il faut assumer leurs critiques. Nous ne pouvons pas circonscrire le débat de la jeunesse à "satisfaire leurs exigences", mais plutôt à leur donner des opportunités pour qu'ils soient des producteurs de leurs propres destins.

Nous, les socialistes, nous pensons que la diversité enrichit. Nous devons être capable que toutes les différences aient une opportunité de se rendre visibles, d'offrir leur regard, qui en définitive est celle qui nous nourrit comme société.

Le socialisme est un outil que l'Argentine nécessite. Il est appelé à donner des réponses aux problèmes des hommes et les femmes qui vivent l'incertitude d'un monde en crise, qui progresse rapidement vers l'individualisme et la culture de la consommation, qui laisse en dehors du système à des millions de personnes. Les socialistes sont appelés à renforcer leur travail et leur lutte. La formation politique, le débat des idées, l'étude et le travail quotidien.

Les socialistes doivent offrir une alternative de solidarité à ceux qui ont peur et sentent l'incertitude. Nous devons défendre l'égalité. Nous devons continuer à élargir et renforcer les espaces de participation qui sont la garantie d'une démocratie sociale. Nous devons insister sur le fait que ceux qui ont plus doivent payer plus. Et



que les bénéfices devraient être partagés parmi ceux qui en ont le plus besoin. Nous devons réinventer les institutions et défendre une politique originale à la lumière des changements technologiques et des relations sociales. Nous devons œuvrer sans relâche pour comprendre et promouvoir une nouvelle façon de partager le travail et les ressources.

Nous devons semer l'espoir que nos idées et nos pratiques sont celles qui permettront de formuler un puissant mouvement qui transforme les destins des citoyens.

Nous sommes appelés à le faire. Et nous allons le faire.